

## **T2A: une circulaire précise la procédure d'application des sanctions financières résultant des contrôles**

PARIS, 17 septembre 2007 (APM) - Une circulaire précise la procédure d'application des sanctions financières par les commissions exécutives (Comex) des agences régionales de l'hospitalisation (ARH) dans le cadre des contrôles sur site menés sur la tarification à l'activité (T2A).

Un décret paru en mars 2006 a décrit pour les établissements de santé les modalités de contrôle des facturations à l'assurance maladie ainsi que les sanctions associées, rappelle-t-on (cf dépêche APM CBJCH001).

"En raison de la date de publication du 'décret sanction' d'une part et du délai de transmission des données trimestrielles d'activité des établissements d'autre part, la période de démarrage des contrôles avec sanctions possibles a été fixée au mois d'octobre 2006", observe la circulaire.

La Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (Dhos) indique que la phase de contrôles avec sanctions financières possibles a bien débuté et que "les premiers contrôles sur site sont engagés en ce sens".

La procédure de contrôle débute par l'inscription de l'établissement dans le programme de contrôle régional, à l'issue du ciblage réalisé par l'unité de coordination régionale (UCR), placée auprès de la Comex. Elle se poursuit par la réalisation du contrôle sur site accompagné d'un rapport de contrôle, puis par l'instruction par l'UCR de ce rapport. Cela conduit à l'élaboration d'un rapport de synthèse, instruit par la Comex pour la mise en oeuvre de "la procédure adaptée aux conclusions observées".

La circulaire précise dans une annexe la dernière étape, c'est-à-dire la composition du rapport de synthèse ainsi que l'application de sanctions financières à la suite d'un contrôle sur site.

Le rôle de la Comex est détaillé en fonction de la présence ou non d'une proposition de sanction dans le rapport de synthèse.

Si une sanction financière est retenue, l'annexe précise le déroulement de sa notification. "Il convient d'insister sur la nécessité de respecter ces différents points de procédure, l'absence de l'un de ces éléments dans l'éventualité d'un recours contentieux, risquant en effet d'entraîner l'annulation des sanctions prononcées, en raison d'un 'vice de forme'", insiste la Dhos.

Par ailleurs, une deuxième annexe décrit la procédure de saisine de l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH) qui "vient d'être élaborée et sera prochainement publiée sur son site internet".

A partir du rapport de contrôle, des observations peuvent en effet être formulées par l'établissement et l'UCR peut consulter tout expert qu'elle juge nécessaire d'entendre. "S'agissant plus précisément de désaccords relatifs à des problèmes de codage de l'information médicalisée concernant les séjours contrôlés, l'expert compétent est l'ATIH", précise la circulaire.

Si l'établissement n'approuve pas la décision de l'UCR "qui n'aurait pas jugé opportun de saisir l'ATIH", il peut faire appel au directeur de l'ARH, cette intervention devant néanmoins "garder un caractère exceptionnel".

"Une évaluation de la procédure sera réalisée au terme d'une année de mise en oeuvre afin de s'assurer qu'elle ne fait pas obstacle à la célérité des contrôles", indique la Dhos.

Trois autres annexes détaillent l'élaboration et la transmission du rapport annuel d'activité relatif aux contrôles régionaux, l'instruction par l'UCR du rapport de contrôle sur site et le guide du contrôle externe régional, dont une mise à jour interviendra prochainement.

(Circulaire n°Dhos/F1/2007/303 du 31 juillet relative à la procédure d'application par la Comex des sanctions financières résultant des contrôles menés dans le cadre de la tarification à l'activité, deux pages + cinq annexes)